



Qu'y-a-t-il derrière les textes ?

G. Bohner, J.Y. Romo, E. Schweitzer, J. Tercé

Les militants du Parti se voient gratifiés à deux semaines du Congrès de six textes d'orientation et d'un « T.S. » spécial A.O.P.

De nombreux camarades peuvent craindre de voir réapparaître le spectre d'Alfortville, où le parti était divisé en sept tendances irréconciliables. Cette crainte ne nous paraît pas aujourd'hui justifiée. Le parti n'en est plus à ses balbutiements. Les affrontements qu'il a connus ces trois dernières années (Mai 68, présidentielles, 1^{er} Mai, Renault...) ont rendu possible sa maturation et sa cohésion ; il est donc capable d'assumer les débats politiques qui clarifient son orientation et le renforcent pour la lutte.

Le débat, sur des textes contradictoires, est un signe de vitalité dans un parti pour qui l'adaptation du marxisme révolutionnaire aux caractères spécifiques de la période est une préoccupation constante. Encore faut-il que les conditions de ce débat soient réunies !

De ce point de vue la préparation du congrès laisse pour le moins à désirer ; publication tardive des textes émanant des A.O.P., erreur dans leur présentation, délais de discussion trop courts, élimination du débat autour des réels points de divergence... A ce désordre matériel s'ajoutent les manœuvres bureaucratiques d'une petite élite qui profite de ses privilèges hiérarchiques pour diffuser ses propres idées (descentes en province, « Directives » paru trois semaines avant les textes du congrès, mise en oeuvre d'appareils parallèles et de bureau fantôme...).

La confusion générale dans laquelle on entretient les militants n'est pas un hasard. Les six textes ne reflètent pas les clivages réels du parti. Le texte Nord : son vide politique est à l'image de la coalition sans principe qui le soutient. De grandes divergences séparent ces camarades, mais ils trouvent un ciment réel dans la conservation du pouvoir à tout prix. Tout débat politique clair présente donc un réel danger pour eux.

Quant aux textes Rocard-Chapuis et Ringuet, ils occupent le même champ politique : celui du conservatisme.

En fait le texte Rocard-Chapuis et celui du Nord n'ont d'existence que par rapport aux querelles de personnes au sein du bureau national. Ils se réservent, d'ailleurs, des portes de sorties mutuelles, afin d'assurer leur maintien à la direction du parti. Mais les lamentations ne servent à rien, la préparation défectueuse du 7^e congrès n'est que l'aboutissement logique de l'absence de débat démocratique permanent, de l'insuffisance du travail de formation, des carences organisationnelles et de la crise de direction du parti depuis plusieurs mois. Le Congrès doit apporter un début de résolution à cette crise ; les tâches qui incombent au P.S.U. dans la lutte de classes et ses responsabilités dans la construction du Parti révolutionnaire nécessitent que les termes du débat soient clairement posés devant tout le parti. De ce point de vue les six textes cristallisent leurs divergences autour des quatre problèmes essentiels de l'heure :

- Question syndicale.
- Rapport avec le P.C.F. et stratégie de prise du pouvoir.
- Rôle de l'avant-garde.
- Structures du Parti.

I. — LA QUESTION SYNDICALE

C'est une question brûlante pour tout le parti : dans quelle perspective organisons-nous notre travail au sein de la classe ouvrière ?

Trois réponses contradictoires sont fournies par les textes d'orientation :

1. On ne sait plus trop bien où en sont les camarades de la « Gauche révolutionnaire ». Faut-il lire leur position dans leur bulletin, dans le texte minoritaire de l'A.O.P. Région parisienne qui explique qu'au stade monopoliste, la concurrence tend à disparaître et donc que le syndicat n'a plus de fonction antagonique au capital puisqu'il n'organise plus la vente collective de la force de

travail », ou bien faut-il se référer au texte d'orientation n° 2 qui oublie pudiquement cette justification théorique essentielle ? Que les syndicats soient dépassés, qu'il faille utiliser tactiquement les sections syndicales « gauchistes », ou se servir de la « couverture » syndicale contre la répression importe au fond très peu. Il s'agit avant tout, qu'on le dise ou non, de sortir des syndicats, de mettre en place à côté d'eux — et donc forcément de manière concurrente — des comités de lutte ou autres structures de regroupement des ouvriers les plus combattifs ; en dernière analyse, c'est le refus d'affronter pratiquement le réformisme.

2. Malgré une apparente opposition, les textes 5 et 6 présentent de réelles convergences : Ils soulignent la nécessité du syndicat qui n'est pas historiquement dépassé, celle d'une transformation de la pratique syndicale afin de mener la lutte contre l'organisation capitaliste du travail, celle d'orienter le syndicat dans un sens favorisant la voie révolutionnaire. Mais ces points ne constituent pas à eux seuls une stratégie révolutionnaire, nos camarades s'avèrent incapables d'analyser les limites du syndicat et de concevoir le processus de dépassement du cadre syndical et de constitution des organes du pouvoir ouvrier dans la période révolutionnaire. Tandis que le texte Rocard-Chapuis s'appuyant sur la position de l'A.O.P. Rhône-Alpes prône la coordination entre directions politiques et syndicales pour le renversement du pouvoir bourgeois, le texte du Nord y substitue la notion de mouvement politique de masse, flou et encore hypothétique, dont les camarades Rocard et Chapuis, par ailleurs ne critiquent que les déviations anti-syndicales qu'ils pourraient découvrir « chez certains ». En fait, il suffirait de rendre le gadget moins gadgetique, de donner un peu de crédibilité au « Mouvement Politique de Masse » pour que les désaccords disparaissent. Les textes Rocard-Chapuis, etc., sur la complémentarité du parti et du syndicat dans le processus de prise du pouvoir trouvent leur application tactique dans les tâches concrètes qu'ils fixent aux militants du parti dans les entreprises. De ce point de vue, le texte 5 soutenu par la majorité des membres ou anciens membres du B.N. affirme « qu'il faut combattre les pressions exercées par les militants politiques sur le syndicat » ; c'est bien là l'application du contrat passé entre le parti politique et les syndicats, la complémentarité évoquée par les camarades Rocard et Chapuis, c'est finalement le refus de mener la lutte politique et idéologique contre le réformisme à l'intérieur du syndicat.

LE P.C.F. ET LA PRISE DU POUVOIR

Depuis le conseil national d'Orsay, c'est désormais un acquis du Parti que de considérer que le Parti Communiste se caractérise par « la tendance qu'il manifeste à s'intégrer de façon irréversible à la société bourgeoise ». Mais ce qui nous semblait un acquis est remis en cause par le texte Rocard-Chapuis quand il affirme : « la critique de la stratégie frontiste que nous avons faite précédemment montre qu'il n'est pas possible **pour le moment** (c'est nous qui soulignons) de concevoir un accord stratégique d'ensemble avec le P.C.F. ». Et Chapuis de surenchérir : « Nous ne ferons pas la révolution avec le P.C.F., nous ne la ferons pas non plus sans lui ». Le projet d'une alliance stratégique éventuelle avec le P.C.F. est donc clair avec sa conséquence, servir de caution gauche au P.C.F. En fait, cette vision part d'un principe erroné : la stratégie du P.C.F. n'est pas une stratégie frontiste mais une stratégie réformiste. En fonction de l'idée qu'il faut élargir le camp socialiste, le P.C.F. veut de plus en plus apparaître comme la force principale d'un front réformiste gérant de façon étatique l'appareil d'Etat et les moyens de production capitalistes. Comme dans les dernières luttes de chez Renault, les militants auront donc à s'affronter constamment — y compris et surtout dans les périodes de montée révolutionnaire — à l'appareil contre-révolutionnaire du P.C.F.

Le texte présenté par le B.F. du Nord et du Rhône escamote quant à lui le problème. Il se borne à opposer la ligne de masse à la stratégie de démocratie avancée du P.C.F. ce qui est une réponse politique un peu faible. Par ailleurs, il s'appuie sans honte sur l'attitude du parti lors des municipales (faut-il rappeler Grenoble, Valence, St-Brieuc, etc.) pour tracer la ligne que nous devons suivre lors des élections législatives de 1973. Où allons-nous ? Cela n'empêche pas les camarades de développer à la ligne suivante leur volonté d'affirmer une stratégie révolutionnaire face à une politique de néo-front populaire. Enfin l'attitude des camarades de la G.R. consiste en dernière analyse à... chasser le P.C.F. de leur tête. Ne mesurant pas sérieusement les rapports de force réels au sein de la classe ouvrière, ils ne peuvent évidemment pas définir une attitude correcte à son égard.

La seule attitude juste compte tenu des rapports de force entre les organisations et les rapports

qu'elles entretiennent avec la classe ouvrière, consiste à montrer dans la pratique comment se constitue le front de classe, comment l'unité des travailleurs se fait dans la lutte pour montrer ensuite sur cette base concrète, qui s'oppose au front de classe, qui refuse le combat collectif ; il est clair qu'une telle politique n'est conséquente que si elle est subordonnée en permanence à l'affirmation autonome du courant révolutionnaire.

LE P.S.U. DOIT-IL ETRE UNE NEBULEUSE?

Aucun des textes d'orientation à l'exception du texte n° 1 ne s'attelle sérieusement à la question : **De quel parti avons-nous besoin ?** Après des années de confusion et de désorganisation, un nombre croissant de camarades exigent de leur action politique autre chose que des satisfactions intellectuelles. Il s'agit maintenant d'être efficace.

L'efficacité révolutionnaire passe par un parti cohérent et structuré capable de rallier les éléments les plus conscients et les plus combatifs qui se dégagent des luttes de masse. Pour cela l'avant-garde doit être capable d'assurer la centralisation politique des luttes et leur synthèse idéologique et de déterminer les conditions de la lutte offensive contre le capitalisme sous le contrôle des masses dont il est l'émanation.

Ce n'est pas dans ce sens que s'orientent les autres positions pour qui le P.S.U. ne serait rien d'autre qu'un vague courant d'idées : « parti et mouvement à la fois » comme le dit Chapuis ou un « parti ouvert » comme le dit le texte 5 où n'importe qui (spontanéistes, sociaux, démocrates...) peut être associé à l'élaboration de la ligne politique pourvu qu'il travaille avec nous sur un front de lutte. La conception du parti « noyé dans les masses » entraîne de graves conséquences quant à la nature du parti et de sa direction. Celle-ci, pour le texte 5, ne peut être **homogène** car, disent-ils : « Les masses dont sont issus les adhérents ne se posent pas en termes clairs des choix décisifs sur ces questions ». (Ces questions étant les problèmes de prise du pouvoir, type de société à construire, etc.). Ainsi le parti ne devrait donc se poser des questions que si les masses les ont déjà résolues. Pour ces camarades l'idéologie bourgeoise semble disparaître comme par enchantement et n'empêche plus les masses de poser les problèmes de leur propre libération ;

l'avant-garde n'a plus pour fonction d'aider au dévoilement de l'exploitation et de l'aliénation qui oppriment les masses ; la théorie marxiste est vidée de son contenu scientifique ! **On sombre en plein populisme.** Le texte Rocard ne fait pas plus état de l'avant-garde pour la raison bien simple qu'il situe sur le même plan, partis et syndicats susceptibles de négocier sur un pied d'égalité la stratégie commune du renversement capitaliste. Ceci revient à se lier les mains au réformisme, les syndicats étant fondamentalement sur cette orientation.

IV. — L'ORGANISATION DU PARTI

Le problème des structures du parti est posé par tous les textes sauf par le texte 2 qui n'en dit pas un mot. Il semble que la transformation du parti en un outil révolutionnaire n'intéresse guère les camarades qui ne conçoivent le P.S.U. que comme un milieu de travail parmi d'autres, peut-être le moins mauvais.

Les textes du B.F. du Nord et de Rocard-Chapuis montrent par contre des convergences sur les structures.

La prééminence de la bonne vieille section locale dirigeant les groupes d'action est réaffirmée. Il apparaît pourtant, pour de nombreux camarades, que la section locale traditionnelle, héritée de la S.F.I.O., est un cadre néfaste qui d'une part favorise les intellectuels (débat de ténors...) et d'autre part est à la fois trop lourde pour la discussion démocratique et trop petite pour l'échange d'expériences variées. La bonne voie consiste à faire des groupes d'action qui soient aussi des sections (10 à 15 militants) et de créer un échelon intermédiaire (district) regroupant 15 à 20 sections permettant effectivement la coordination et l'animation de tous les fronts de lutte.

La perspective de Fédérations régionales est admise, bien que le texte Rocard-Chapuis laisse à certains notables la possibilité de conserver leurs appareils départementaux. Mais si les textes admettent, en gros, la suppression de l'échelon départemental, ils ne prévoient pas d'échelon intermédiaire entre la section locale et la direction régionale. On accepte délibérément le risque de bureaucratisation en créant un fossé entre la section et la structure régionale.

Au niveau de la D.P.N., ils s'orientent vers un mini-parlement, ce qui peut permettre toutes les manipulations bureaucratiques de la direction.

Enfin, comme le montre l'importance donnée à la composition de la direction nationale, et la question du Secrétaire national, c'est vers des questions de personnes et vers des pratiques plébiscitaires que l'on veut orienter le congrès !

En réalité, cette conception des structures correspond à un projet bureaucratique, particulièrement évident dans le texte Rocard - Chapuis. Il s'agit de perfectionner l'appareil du Parti sans toucher aux structures de base, alors que la nécessité d'une intervention rapide, souple et

démocratiquement élaborée exigerait une démarche inverse. C'est celle que présente le texte « Nos tâches politiques actuelles ».

Nous avons précisé ce que doit être pour nous, le véritable débat de ce Congrès. Entre les partisans du conservatisme (texte Rocard-Chapuis) et ceux qui ne leur apportent que de fausses réponses nous ne pouvons choisir. Les faux clivages à partir de textes flous, la réduction du débat démocratique à un conflit de personnes entre les dirigeants sont le principal risque de régression du parti à ce Congrès. C'est ce risque que nous combattons en soutenant le texte : « **Nos tâches politiques actuelles** ». □